FO la force syndicale

ENGIE Solutions

05 OCTOBRE 2021
ENSEMBLE PAR LA GREVE !

RETRAITE, SALAIRES, EMPLOI, SERVICE PUBLIC

NON !

- au retour de la réforme des retraites,
- au recul de l'âge de la retraite,
- à la baisse du pouvoir d'achat des retraités,
- **à la précarité**, à la réforme de l'assurance chômage,
- au « quoiqu'il en coûte **aux salariés et salariées** ».

OUI !

- à l'augmentation générale **des salaires et des pensions**,
- à la revalorisation des **emplois à bas salaires**, à temps partiel,
- pour l'augmentation du SMIC, **du point d'indice dans la Fonction publique** et des grilles de salaires,
- pour le **service public**, ses moyens et ses effectifs.

AVEC FO

JEUNES, FEMMES, HOMMES, SENIORS ET RETRAITÉS

PAR LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS

TOUS ENSEMBLE

FAISONS-NOUS ENTENDRE POUR GAGNER !

05 OCTOBRE 2021
ENSEMBLE PAR LA GREVE !

Retraite et emplois

En 2019 et 2020, des millions de salariés et salariées se sont mobilisés, par la grève et les manifestations, contre le système universel de retraites par points, contre le recul de l'âge de la retraite — nous avons empêché la réforme de voir le jour !

Nous avons eu raison ! Ce n'est pas notre système de retraite par répartition et ses régimes, fondé sur la répartition et la solidarité entre générations, qui crée des inégalités et des difficultés de financement ! Ce sont les difficultés d'accéder à un emploi pérenne à temps plein pour les jeunes, ce sont les emplois à bas salaires, scotchés au SMIC, à temps partiel subi et en CDD à répétition, ce sont les difficultés de garder son emploi pour les seniors auxquels il faut mettre fin !

Le 5 octobre, jeunes, femmes, hommes, seniors et retraités, ensemble par la grève et les manifestations nous devons à nouveau mettre en garde contre le retour de la réforme des retraites ! Elle nous trouvera à nouveau sur son chemin !

Assurance chômage et emplois

FO s'oppose fermement à la réforme de l'assurance chômage qu'elle estime injuste et inopportune. Ce changement de règles va sanctionner près de 1 ,2 million de demandeurs d'emploi indemnisés, soit près de la moitié d'entre eux.

FO rappelle encore et toujours que ni la réduction des droits, ni la dégressivité ne résoudront le chômage et la précarité. C'est faire payer aux demandeurs d'emplois et à l'assurance chômage l'échec cumulé des politiques économiques en matière d'emploi et ce, de surcroît, dans un contexte économique extrêmement dégradé lié à la crise sanitaire. Le Gouvernement table sur 2,3 milliards d'euros d'économie pour le régime avec cette « réforme ». **Cela revient à faire payer la crise aux chômeurs.**

Le 5 octobre, contre cette réforme de l'assurance chômage, pour un vrai travail avec un vrai salaire pour tous et toutes.

Salaires et emplois

Depuis longtemps, et plus encore depuis le début de la crise sanitaire, nous revendiquons que les aides publiques, dont ont bénéficié massivement les entreprises, soient conditionnées au maintien et à la création d'emplois pérennes et au non-versement de dividendes aux actionnaires, contrôlées et sanctionnées.

Le pouvoir d'achat des salariés stagne, celui des retraités baisse, trop de salariés, notamment celles et ceux dits de la deuxième ligne sont confinés au SMIC, à temps partiel, en CDD, sans perspective d'évolution !

Les prix de consommation courante augmentent (électricité, gaz, essence, alimentation), les taxes qui pèsent sur les ménages (TVA, CSG) ne baissent pas !

Les profits des grandes entreprises explosent, l'indice boursier du CAC40 est à des niveaux records, les dividendes versés aux actionnaires retrouvent leurs plus hauts niveaux !

Il faut que ça change, il y a urgence !

Le 5 octobre, pour l'augmentation générale des salaires et des pensions, pour l'augmentation du SMIC et des minima sociaux, pour l'augmentation du point d'indice dans la Fonction publique, des grilles de salaires des conventions collectives, pour la revalorisation des emplois à bas salaires.

Service public et emploi

La crise sanitaire a accentué de nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les services publics, dénoncées depuis des années déjà, par FO : Manque d'effectifs et de moyens, fermeture de services (bureaux de poste, centre des finances...), le gel des salaires.

Le 5 octobre, pour exiger pour tous les services publics la création des postes et moyens nécessaires à l'accomplissement des missions, dans les hôpitaux et les EHPAD, les écoles, les services de l'Etat et des collectivités territoriales confrontés à des restructurations, pour l'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction publique qui vise une transformation du modèle social et des services publics.